Réponse au point de vue de M. Jean Fabbri, secrétaire général du SNESUP-FSU, rédigé à Paris le 15 février 2006

La commission de grammaire de l'agrégation externe de lettres modernes, session 2006

Agrégation de lettres modernes : une tempête dans un verre d'eau

Monsieur Fabbri, secrétaire général du SNESUP-FSU, nous a invités à répondre si nous le souhaitions à l'analyse qu'il a lui-même développée, le 15 février 2006, à partir des éléments dont il disposait, concernant la constitution de notre commission de grammaire, au sein du jury de l'agrégation externe de lettres modernes. Avant de répondre, aussi sérieusement que possible, à ce commentaire, nous tenons à le remercier de l'ouverture d'esprit et du sens du débat qu'il manifeste ainsi.

Dans cette affaire, nous contestons tout d'abord la notion de « débat scientifique (ou épistémologique) » qui était de part en part son analyse. Certes, après que le Président du jury, M. Philippe Le Guillou, a annoncé son projet d'application d'une réforme ministérielle (essentiellement budgétaire) en juillet 2005, une pétition argumentée a été lancée, pétition dans laquelle des membres de l'équipe 2005, experts dans leur domaine, entendaient défendre la langue française et le principe de la double correction au concours. Mais, à ce stade, aucune contre-pétition, aucun contre-argumentaire n'a été rédigé par aucun spécialiste connu, et certains d'entre nous, qui sommes aujourd'hui contestés pour d'autres raisons, ont alors signé cette pétition, avec les principes desquels ils ne pouvaient qu'être en accord. M. Fabbri, tout en utilisant le terme « débat », insiste lui-même sur l'éclectisme des soutiens à la pétition. Il n'y avait pas à proprement parler débat scientifique, tous les spécialistes étaient d'accord sur le fond, mais simplement, en l'espèce, un assez classique conflit de légitimités entre, d'une part, une volonté politique, ministérielle, expression républicaine de la volonté nationale, et d'autre part, l'appréciation engagée, parfois passionnée, d'experts et d'acteurs de terrain. Le Président du jury était lui aussi dans son rôle en proposant une solution de réforme pratique, qui s'inspirait de ce qui prévaut déjà dans les autres agrégations de lettres.

Dans le processus de résolution de ce genre de contradictions, la question des moyens revêt une certaine importance. Nous considérons pour notre part que la fin ne les justifie pas tous et, si nous avons accepté d'entrer au jury, c'est précisément en récusant la stratégie extrême mise en œuvre par l'équipe 2005, qui nous empêcherait quant à nous d'assurer qu'ils « n'ont ni contrevenu au droit, ni dérogé aux règles de déontologie, ni commis de faute professionnelle ». Refus d'occuper la place de président de commission, pression à l'encontre de la collègue (signataire de la pétition) qui l'a finalement acceptée pour rétablir le dialogue, prise à partie brutale et collective devant le jury réuni en séance plénière de cette collègue et du Président, chantage à la démission collective, insultes et injonctions de démission, élimination *a priori* de sujets composés par celle qui fut tenue pour une adversaire, pressions et insultes à l'encontre de ceux qui ont accepté d'entrer dans la commission : est-ce ainsi que l'on peut faire valoir des arguments « scientifiques » ? Oui, nous avons partagé, et nous continuons de partager l'analyse du Président selon laquelle, dans ce contexte, ça n'était plus la langue ou la double correction qui étaient menacés, mais le concours lui-même, otage d'une stratégie contestable et dangereuse. C'est donc avant tout afin d'assurer la continuité d'un service public, celui de l'organisation sereine et régulière d'un concours national, que nous nous sommes mis au service de l'agrégation de lettres modernes.

Le principe de la double correction à l'oral par deux spécialistes de langue n'a pu être finalement maintenu que parce que la présidente de la commission de grammaire a su gagner la confiance du Président, et non du fait des pressions, des chantages et des insultes. Dès lors que ce principe était garanti, l'enjeu de l'opposition changeait, il devenait individuel (conserver sa place à l'oral ou au jury), et non plus du tout scientifique ni pédagogique. Suite aux excès évoqués ci-dessus, le Président a décidé d'anticiper le renouvellement partiel de la

Réponse au point de vue de M. Jean Fabbri, secrétaire général du SNESUP-FSU, rédigé à Paris le 15 février 2006

La commission de grammaire de l'agrégation externe de lettres modernes, session 2006 commission. Or les membres qui pouvaient rester ont librement choisi d'être solidaires de ceux qui ne le pouvaient plus, s'excluant ainsi d'eux-mêmes. Si la commission est restreinte et moins représentative géographiquement, les mêmes qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour que nul n'y participe sont-ils les mieux placés pour s'en scandaliser ? Il est cependant excessif d'affirmer que notre commission serait « écras[ée] » sous le poids des stylisticiens, puisqu'elle compte deux linguistes qualifiés en section 7.

Nous voudrions enfin préciser que nous ne nous tenons pas, pour ce qui nous concerne, pour « docil[es à] tout projet ministériel », il est inexact et même perfide de laisser entendre que c'est sur ce critère que nous aurions été recrutés. Les travaux d'un jury national comme est l'agrégation sont, répétons-le, un service public rendu aux candidats et, à travers eux, à leurs futurs élèves ou étudiants. A ce service sont en général affectés, dans la mesure du possible, des personnels qualifiés et recrutés par leurs pairs. Il se trouve que nous remplissons tous ces conditions académiques, et que, de surcroît, nous sommes parfaitement résolus à assurer régulièrement auprès du public ce service auquel il a droit.

La commission de grammaire de l'agrégation de lettres modernes, session 2006

Etienne KARABETIAN (PR IUFM Orléans-Tours)

Violaine GERAUD (PR Lyon 3)

Brigitte BUFFARD MORET (PR Poitiers)

Pierre-Yves DUFEU (MC Aix-Marseille 3)

Fabienne BOISSIERAS (MC Lyon 3)

Denis MIANNAY (MC Paris 4)

Florence MERCIER LECA (MC Paris 4)

Françoise RULLIER THEURET (MC Paris 4)